

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 13/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **C COLAS FRANCE TERRITOIRE NORD-EST**

44 BD DE LA MOTHE  
54000 Nancy

Références : S-25-296RP

Code AIOT : 0100000934

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2025 dans l'établissement COLAS FRANCE TERRITOIRE NORD-EST implanté Lieu-dit "Pâquis Joachi" 88800 They-sous-Montfort. L'inspection a été annoncée le 17/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2025 dans l'établissement COLAS FRANCE TERRITOIRE NORD-EST Lieu-dit "Pâquis Joachi" 88800 They-sous-Montfort.

Cette visite est consécutive :

- à l'arrêté préfectoral n° 055/2022/DREAL/UD88 du 26/01/2022 mettant en demeure la société COLAS FRANCE TERRITOIRE NORD-EST de régulariser la situation administrative de ses installations sises sur le territoire de la commune de They-sous-Montfort (88800) ;
- à l'arrêté préfectoral d'enregistrement n° 49-2024-ENV du 02/07/2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COLAS NORD-EST
- Lieu-dit "Pâquis Joachi" 88800 They-sous-Montfort
- Code AIOT : 0100000934
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'AIOT consiste en un dépôt de déchets inertes donnant sur un flanc de colline.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement ;
- Suite à mise en demeure.

**Thèmes de l'inspection :**

- ISDI.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle         | Référence réglementaire                                | Autre information        |
|----|---------------------------|--------------------------------------------------------|--------------------------|
| 1  | Dossier enregistrement    | AP de Mise en Demeure du 26/01/2022, article Article 1 | Levée de mise en demeure |
| 2  | Stabilité                 | Arrêté Préfectoral du 02/07/2024, article 2.1          | Sans objet               |
| 3  | Conditions d'exploitation | Arrêté Préfectoral du 02/07/2024, article 2.2          | Sans objet               |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé la régularisation administrative demandée par arrêté préfectoral de mise en demeure n° 055/2022/DREAL/UD88 du 26/01/2022 et a mis en place les prescriptions et conditions particulières d'exploitation de l'arrêté préfectoral n° 49/2024/NV du 02 juillet 2024 portant enregistrement pour une installation de stockage de déchets inertes au Lieu-dit " Pâquis Joachi " 88800 They-sous-Montfort.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Dossier enregistrement

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 26/01/2022, article Article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>La société COLAS FRANCE TERRITOIRE NORD-EST, dont le siège social est situé 44 Boulevard de la Mothe à Nancy (54000), est mise en demeure par arrêté préfectoral n° 055/2022/DREAL/UD88 du 26/01/2022 de régulariser la situation des activités exercées illégalement sur ses installations situées sur le territoire de la commune de They-sous-Monfort (88800), section cadastrale ZE.<br><br>Pour cela, la société COLAS NORD-EST dispose de neuf mois pour déposer une demande d'enregistrement conformément aux dispositions des articles R. 512-46-1 à 18 du code de l'environnement, à l'exception du cas où l'exploitant peut justifier de la régularité de l'exhaussement de sol au titre du code de l'urbanisme. |
| <b>Constats :</b><br><br>La société COLAS FRANCE a régularisé sa situation concernant des activités exercées auparavant illégalement sur ses installations situées sur le territoire de la commune de They-sous-Monfort (88800), section cadastrale ZE.<br><br>Pour cela elle a déposé un dossier d'enregistrement le 24 mai 2022, complété le 15 janvier 2024.<br><br>L'installation a été régularisée par l'arrêté n° 049/2042/ENV du 02 juillet 2024 portant enregistrement pour une installation de stockage de déchets inertes à THEY sous MONTFORT de la société COLAS FRANCE-TERRITOIRE NORD-EST.                                                                                                                                                          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

## N° 2 : Stabilité

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2024, article 2.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>En lieu et place de la disposition suivante de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé :<br><br>« Les stockages sont éloignés d'une distance d'au moins 10 mètres par rapport à la limite du site. »<br><br>L'exploitant respecte les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• réalisation d'une étude de stabilité structurelle du site désormais mise en forme, sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté qui sera transmise à l'inspection des installations classées ;</li><li>• mise en place immédiate de surveillance de stabilité en continu ;</li><li>• mise en place de panneaux d'interdiction d'accès au site et mentionnant les risques.</li></ul>                              |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a fait réaliser une étude de stabilité conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 49-2024-ENV du 02/07/2024.<br><br>Les calculs de modélisation de celle-ci concluent à la stabilité mais à la limite pour une des situations. La surveillance de stabilité doit donc être poursuivie.<br><br>Lors de la visite du 20 février 2025, l'inspection n'a pas constaté de glissement ou éboulement du talus de forte pente constitué par le remblai.<br><br>La surveillance de stabilité est réalisée par un relevé géomètre régulier dont les résultats sont fournis à l'inspection, et qui corroborent la stabilité du talus.<br><br>Des panneaux d'interdiction d'accès au site et mentionnant les risques sont bien mis en place sur site (cf photo). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

### N° 3 : Conditions d'exploitation

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/07/2024, article 2.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déchets                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Lors du réaménagement final, le site devra être recouvert de 0.5 m de matériaux imperméables, modelés avec une pente de 5 % minimum vers le sud pour favoriser le ruissellement de la pluie vers le réseau hydrographique de surface.<br><br>L'exploitant tiendra à disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant du caractère imperméable des matériaux utilisés.                                                |
| <b>Constats :</b><br><br>Le site a fait l'objet d'un réaménagement récent au sein duquel les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 49-2024-ENV du 02-07-24 suivantes sont respectées : <ul style="list-style-type: none"><li>• la pente de 5 % minimum vers le sud est respectée (indiquée sur les relevés géomètre) ;</li><li>• l'exploitant indique qu'une couverture de 0.5 m de matériaux imperméables (remblais limono-argileux à argilo-limoneux) a été mise en place.</li></ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |